



Conférence donnée lors de la session 1999 des Semaines sociales de France, « D'un siècle à l'autre, l'Évangile, les chrétiens et les enjeux de société »

Vivre humainement dans un capitalisme généralisé

MANUELA SILVA

« À l'aube du XXI^e siècle, la plus noble mission des politiciens préoccupés de l'avenir de la démocratie sera [...] rétablir le primat de la politique sur l'économie. »

Hans-Peter Martin et Harold Schumann

« *O tativersal é o local sent paredes* »
(L'universel, c'est le local sans murs).
Miguel Torga

Parler de « capitalisme généralisé » revient à évoquer la mondialisation de l'économie actuellement en cours.

En effet, depuis plus d'une décennie, notre monde n'est plus, comme auparavant, un lieu d'affrontement entre deux systèmes économiques concurrents : le socialisme d'un côté, et le capitalisme de l'autre. Le premier s'est effondré avec la chute du mur de Berlin, en 1989 ; le deuxième s'étend rapidement et par de multiples voies aux différentes économies de la planète, y compris celles liées à des Etats qui s'inspirent d'idéologies politiques opposées à ce même capitalisme.

À cet égard, l'exemple le plus frappant est certainement celui de la Chine, pays qui se montre de plus en plus perméable au capitalisme international. Malgré son idéologie politique, l'ampleur de son territoire et la grande dimension de sa population, la Chine ne peut, économiquement, réagir autrement. Telle est la puissance du capitalisme international qu'il ne connaît plus, à présent, de frontières.

Ce phénomène de la mondialisation est nouveau par rapport au mouvement d'internationalisation des économies qui, d'ailleurs, se poursuit depuis le Moyen Âge. D'abord, grâce aux échanges commerciaux, ensuite par les mouvements de capitaux et par les investissements directs à l'étranger, enfin, plus récemment, par la spécialisation productive à l'échelon international. Certes, la spécialisation par pays ne disparaît pas, mais elle se fera, dorénavant, selon une logique globale, c'est-à-dire d'après une règle de maximisation du profit, correspondant au meilleur rapport qualité/prix de chaque composante du produit final, quel que soit le lieu de production.

En outre, avec la mondialisation, la concurrence met aux prises non seulement des firmes, mais aussi des systèmes productifs comprenant les niveaux de formation professionnelle ou de recherche scientifique, la fiscalité, la stabilité et la paix sociales, etc.

Autre conséquence : le système financier aussi a acquis une ampleur insoupçonnable il y a quelques années, revêtant aujourd'hui un caractère hégémonique. En effet, l'argent est le plus volatile des biens et il s'accommode des facilités accordées par les nouvelles ressources de l'informatique et de la télématique.

Enfin, la mondialisation va de pair avec une information généralisée, véhiculée par de puissants médias, ce qui tend à l'homogénéisation des goûts, des valeurs, des aspirations, des comportements des populations, bien au-delà de leurs frontières géographiques, politiques ou culturelles. Comme on le voit, ce phénomène, loin d'être purement économique, couvre de multiples dimensions de la vie humaine en société.

Dans son aspect le plus noble, la mondialisation doit être considérée comme une étape

dans le processus évolutif de l'humanité, un aboutissement (provisoire ?) d'une lente marche de celle-ci, au long des siècles, vers l'unité, ce rêve qui, depuis toujours, a inspiré la pensée et la conduite humaines.

Mais elle va de pair avec le capitalisme généralisé, ce qui la marque d'un certain nombre de caractéristiques que l'on ne peut ignorer ou sous-estimer. Ainsi, la maximisation du profit est son levier principal, voire unique, dont s'inspire la logique de décision qui préside au destin des entreprises. Le slogan adopté par maints chefs d'entreprise, « le rendement est tout », est significatif à cet égard.

La concurrence et la compétitivité — deux autres axes de l'édifice capitaliste — ne doivent pas connaître de limites ; en conséquence, le mot « flexibilisation » est à l'ordre du jour, même si, passé dans la pratique de la vie des entreprises, ce principe signifie : chômage, précarité, bas salaires, inégalités sociales... pour des millions de personnes. Le rôle de l'État en tant que régulateur des économies nationales, agent de redistribution du revenu et fournisseur de services publics est minimisé et, dans certains milieux politiques, tenu même pour un obstacle au souverain principe de la compétitivité des entreprises sur le plan international, et, en conséquence, devant être dépassé, en vue d'atteindre à une économie dite saine et prospère, selon le langage de la pensée néo-libérale dominante.

Un regard critique à plusieurs dimensions

La mondialisation, dans le cadre du capitalisme internationalisé, dont on vient de mentionner quelques caractéristiques, ne va pas sans entraîner un certain nombre de risques et même de problèmes majeurs, dont les traits les plus visibles sont tout d'abord le chômage et la précarité de l'emploi. Beaucoup voient en elle la cause principale, voire unique, des taux de chômage considérables que connaissent certains pays développés. En effet, les entreprises ont la possibilité de planifier leurs stratégies en fonction des conditions de ressources offertes dans toutes les latitudes. La disparité des salaires ou des coûts sociaux peut motiver les délocalisations de quelques productions ou la sous-traitance de quelques filières par des pays du Sud où le travail humain est meilleur marché¹.

Pendant, la réalité est, de loin, bien plus complexe. L'innovation technologique se fait sous le signe de la maximisation du profit et par décision unilatérale des propriétaires et gestionnaires du capital, ce qui fait que, jusqu'à présent, le progrès technologique va de pair avec le chômage. Certains auteurs prévoient, à moyen terme, une réduction de 80 % des postes de travail actuels².

Il existe d'autres conséquences néfastes de la mondialisation : la concentration de la richesse et du pouvoir économique et financier entre les mains d'un petit nombre d'individus ou familles, de régions ou d'États-nations ; l'extension de la pauvreté et de l'exclusion sociale, soit au niveau de quelques pays entiers, soit à l'intérieur des différents pays, y compris les plus développés ; l'augmentation exponentielle des besoins par l'effet de la diffusion des marchés et de leurs stratégies de marketing ; les menaces de déséquilibres écologiques irréversibles ; l'asphyxie des potentialités de développement humain dans les pays d'économie retardée... Arrêtons-nous là pour nous concentrer sur l'aspect financier du processus, car il permet de saisir les différents enjeux.

La dominante financière du système

Une des caractéristiques du processus de mondialisation de l'économie, qui mérite d'être mise en évidence, est, sûrement, l'ampleur acquise par sa composante financière. Le marché financier mondial manipule, chaque jour, des sommes astronomiques qui se chiffrent en billions de dollars. Or, ce marché ne connaît pas de barrières, ni de lieu, ni de temps. En outre, aucun pouvoir politique n'ose maîtriser ses règles du jeu. En revanche, et paradoxalement, il impose ses contraintes aux agents économiques nationaux de tous les pays ainsi qu'aux gouvernements et, indirectement, exerce sur tous les citoyens du monde un pouvoir réel. À vrai dire, il s'agit, en effet, d'une dictature dont le visage reste caché et dont la responsabilité est rendue invisible sous le parapluie idéologique régnant : « Le marché est tout. »

¹ Malgré tout, en Europe, la délocalisation n'a affecté de manière décisive que quelques branches, notamment le textile-habillement, les jouets ou l'électronique.

² Vd. Rifkin, *The end of the work*.

Pendant les deux dernières décennies, les gouvernements ont vu leur champ d'action progressivement limité, et, en maints cas, ils sont devenus des spectateurs impuissants devant la possibilité d'occurrence de crises financières sérieuses. Le chaos financier généralisé est à présent une menace que même les plus optimistes ne peuvent occulter. Quelques secousses sismiques ont été enregistrées dans le proche passé. Heureusement, la situation a été, jusqu'à maintenant, maîtrisée, grâce à une intervention stratégique des banques centrales les plus concernées. Cependant, une interrogation angoissante est restée dans l'air jusqu'à quand sera-t-il possible de résister aux fluctuations spéculatives devenues de plus en plus fréquentes et d'une ampleur croissante ?

Cette situation est d'autant plus dangereuse, et à la limite explosive, qu'il existe une face cachée de l'économie mondiale — les offshores, les paradis fiscaux, l'économie souterraine... — qui, en temps de crise, prend la relève et fonctionne comme facteur d'aggravation. À la marge de toute discipline juridico-institutionnelle, ces possibilités sont à la portée d'un simple terminal d'ordinateur, quelque part, à toute heure du jour ou de la nuit. À l'Internet, le soleil ne se couche pas !

En somme, de façon dangereuse et préoccupante, le capitalisme généralisé est de moins en moins intéressé à la production de biens et à la productivité, lesquelles avaient déjà remplacé la satisfaction des besoins des populations et l'amélioration de leur bien-être en tant qu'objectifs de l'activité économique.

À présent, le but du système est le meilleur gain, la maximisation du profit, par le jeu de l'offre et de la demande des titres de propriété de capital. Un échange qui devient de plus en plus une réalité virtuelle à laquelle convient la désignation de « capitalisme de casino ». C'est dans ce cadre que des milliards de dollars provenant des fonds de pension et autres sont, en permanence, à la recherche des meilleures applications du point de vue de la maximisation du profit de leurs détenteurs.

La fragilité du système financier mondial est le talon d'Achille du capitalisme généralisé qui peut faire faillite à tout moment et de la manière la moins attendue. Paradoxalement, les voix qui se lèvent contre la fonction régulatrice des États par rapport à leurs économies nationales sont les mêmes qui, dans les forums internationaux compétents, réclament une régulation financière mondiale. Des actions porteuses d'avenir ont déjà été entreprises par le FMI, la Banque mondiale ou la Banque de règlements internationaux.

Inégalités croissantes et à des niveaux dangereux pour la stabilité sociale

La libéralisation de plus en plus effective des échanges commerciaux, pièce maîtresse du capitalisme généralisé, est loin d'avoir apporté aux pays moins développés les dynamismes nécessaires à leur développement. Bien au contraire, malgré les efforts réalisés au niveau des investissements, des infrastructures ou de l'organisation interne, l'ouverture de leurs économies à l'extérieur n'a pas permis de dépasser les seuils de la pauvreté pour la majeure partie des populations concernées et même, en maints cas, l'ouverture à l'extérieur est allée de pair avec l'aggravation du niveau des conditions de vie des populations de ces pays sous-développés.

Les rapports annuels sur le développement humain, publiés chaque année par les Nations unies, montrent à l'évidence que, pour une large majorité des pays d'Afrique, de l'Amérique centrale ou du Sud, ainsi que de l'Asie, le développement est bloqué depuis des années. Cet étranglement est dû, parmi d'autres facteurs, à la déstructuration « forcée » de leurs économies nationales qui ont été amenées à orienter leur production vers l'exportation, en perdant au change face aux prix des produits importés.

L'exode massif des populations rurales vers des villes à l'urbanisation galopante et anarchique, dépourvues des infrastructures nécessaires pour accueillir les migrants et assurer leur bien-être, achève d'aggraver les conditions de vie des habitants de ces pays sous-développés.

Des risques d'exclusion sociale massive dans les pays les plus développés

Du point de vue des pays du Centre, le capitalisme généralisé à dominante financière présente des aspects à première vue positifs : des progrès scientifiques et technologiques remarquables en tous les domaines de la vie humaine ; une croissance spectaculaire des niveaux de production et de productivité ; des avancées dans les domaines de l'éducation et de la santé, de l'information et de la sécurité, de la qualité de l'habitat et des possibilités du loisir, pour une partie de la population... Mais tous ces acquis certains ne sauraient cacher l'autre face du capitalisme généralisé, incarnée par l'énorme cortège de ses victimes, y compris celles qui vivent à l'intérieur même des pays les plus avancés.

En effet, depuis deux décennies, les pays européens ainsi que les États-Unis ou le Japon, pour ne citer que les pays les plus riches du monde, connaissent des phénomènes de pauvreté que l'on croyait éradiqués pour toujours. Et, même si les politiques sociales, nationales ou communautaires, dans le cas des pays de l'Union européenne, se sont mobilisées pour répondre aux nouveaux défis (politiques de revenu minimum, par exemple), jusqu'à maintenant ces politiques n'ont pas été à la hauteur des situations envisagées. L'exclusion sociale, qui est le lot de plus de cinquante-cinq millions de personnes résidant dans l'espace de l'Union européenne, est devenue un cri poignant contre le *statu quo* du « mal développement » qui fait corps avec le capitalisme généralisé.

L'« exclusion sociale » est peut-être un concept trop abstrait pour toucher nos sensibilités de mieux lotis. Il faut donc rappeler que cette expression policée recouvre la terrible réalité des chômeurs/chômeuses sans espoir de trouver de nouvelles embauches, les travailleurs/travailleuses en situation de précarité, les cadres prématurément démissionnés de leurs postes, les enfants et les jeunes victimes de l'échec scolaire et dont l'avenir est particulièrement incertain, les gens sans domicile fixe, les personnes âgées à bas revenus et, de façon générale, tous ceux qui ne répondent pas aux critères de sélection imposés par une compétitivité agressive.

Pour être brève, j'ose dire que le capitalisme généralisé est en train d'opérer, à l'intérieur des pays du Centre, un eugénisme social d'ampleur considérable et dont les conséquences, déjà tragiques, le seront, certainement, encore davantage à l'avenir. L'exclusion sociale, son corollaire, va de pair avec une anomie sociale croissante, sans oublier ses avatars plus visibles tels que la criminalité dans les grandes villes, le banditisme plus ou moins organisé, le racisme et la xénophobie, qui menacent les sociétés du progrès techno-scientifique et de la prospérité. Au-delà des causes immédiates, elle contribue pour une large part à l'appauvrissement général de la société, dans la mesure où elle écarte des ressources humaines, celles-ci, par nature, périssables à terme si elles ne sont pas employées. Mais il ne faut pas envisager ce phénomène exclusivement du côté des victimes. L'exclusion sociale est aussi un attentat aux droits humains et constitue donc une menace pour la démocratie et la paix sociale.

L'asphyxie des potentialités d'un développement humain dans les pays d'économie retardée

Sans vouloir être trop provocante, j'ose dire que, pendant les deux dernières décennies, un néo-esclavage s'est constitué au sein des pays dits sous-développés, auxquels on avait ouvert une voie de modernisation et de croissance économique au début des années soixante, quand l'Europe, remise des conséquences de la Seconde Guerre mondiale, avait ressenti le besoin d'élargir ses marchés afin de placer ses excédents de production et de renouveler sa technologie.

L'endettement externe et les charges qui en ont découlé ont fortement grevé les économies les plus fragiles, qui ont été obligées de réorienter une partie considérable de leurs devises vers le remboursement des dettes et de leurs intérêts, se privant des ressources financières indispensables aux investissements internes dans le domaine des infrastructures économiques et sociales, préalable indispensable à l'impulsion d'un processus de développement soutenable. En conséquence, une paupérisation accrue et plus profonde a été le lot de beaucoup de ces pays endettés, illustrant le côté négatif de ce capitalisme généralisé triomphant.

Depuis 1997, une nouvelle crise menace les possibilités de développement des pays du tiers-monde et les pays de l'Est de l'Europe. En effet, leur situation d'endettement s'est aggravée pour trois raisons principales : la détérioration des conditions des échanges, l'augmentation des taux d'intérêt sur leurs emprunts, décidée unilatéralement par les créanciers, et enfin la réduction des investissements directs de la part des investisseurs étrangers privés. En outre, les politiques macroéconomiques, imposées par les institutions internationales créancières, ont aussi joué un rôle particulièrement négatif du point de vue des possibilités de développement des pays les plus pauvres, dans la mesure où ces institutions ont imposé des mesures de politique budgétaire et monétaire dites « de stabilisation », qui ont eu des effets très négatifs sur l'emploi, la répartition du revenu et l'investissement.

Les réductions de l'investissement public, dans des cas où les infrastructures sont précaires et les services sociaux publics existants fort limités, ont contribué à une aggravation de la pénurie. Les inégalités sociales ont augmenté et ont donné lieu à des tensions sociales dont les conséquences sur le taux de criminalité, le banditisme, les

conflits locaux... sont connues.

Le désarroi écologique

Au début de son livre *Saber cuidar* (Savoir prendre soin), Leonardo Boff s'interroge : « Le projet de croissance matérielle, illimitée et mondialement intégrée, sacrifie deux tiers de l'humanité, exténue les ressources de la Terre et met en cause l'avenir des générations futures. Nous nous trouvons au seuil de bifurcations phénoménales. Quel est le seuil de tolérance du super-organisme Terre ? Sommes-nous en train de naviguer vers une civilisation du chaos ? »

À cette interrogation correspond l'affirmation que nous sommes devant une crise de civilisation dont un des points de rupture est justement la difficulté de préserver l'équilibre écologique. La myopie propre de ce capitalisme généralisé n'apporte aucune réponse à ces problèmes. Au contraire, il les aggrave.

Vivre humainement dans un capitalisme généralisé

Devant un tableau aussi sombre, il faut se poser la question : est-il possible de vivre humainement dans un monde gouverné par le capital ? Peut-on concilier mondialisation dans le cadre du capitalisme généralisé et développement humain soutenable ? C'est le thème central de cette conférence.

Avant de poursuivre cet exposé, il convient de souligner que, dans le présent contexte, aucun pays ne peut se retirer du jeu de la mondialisation. Même une immense nation comme la Chine qui, de plus, continue à afficher son choix socialiste, ne peut y échapper. Et si l'on ne peut y échapper, alors il faut se demander comment le rendre compatible avec un développement humain, et même comment faire de la mondialisation un instrument de promotion d'un vrai développement humain soutenable. L'heure viendra — et nous y sommes peut-être — où la société civile réclamera à cor et à cri un nouveau contrat social entre bénéficiaires et perdants de cette mondialisation.

On peut être enclin à penser qu'un tel contrat social devrait être célébré forcément au niveau mondial. Sans sous-estimer cette dimension, je dois avouer qu'à mon avis il y a encore un long chemin à parcourir au niveau de chaque pays et que le rôle des États nationaux à cet égard demeure fondamental pour bien mener l'arbitrage entre gagnants et perdants, et surtout pour soutenir ceux qui sont menacés d'être laissés pour compte du développement, quoiqu'ils en subissent les coûts. Un nouveau contrat social, à niveau national comme à niveau international, présuppose une certaine matrice culturelle et politique, voire une éthique de base commune.

Vivre humainement : qu'est-ce que ça veut dire ?

Chacun/chacune de nous a ses intuitions propres pour répondre à cette interrogation et suit, bien sûr, des stratégies personnelles pour surmonter les difficultés rencontrées sur le chemin de sa réalisation, sa vie familiale ou ses engagements communautaires.

Je me bornerai à énoncer quelques coordonnées de référence en vue d'un projet collectif.

Substituer une culture de l'être. à celle de l'avoir

Une des conséquences néfastes secrétée par la culture dominante est la soumission de l'être à l'avoir. Les médias — le bras avancé du capitalisme mondialisé — incitent sans fin les gens à produire, à acheter et à consommer. On peut même être amené à confondre l'acquisition de certains produits avec des aspirations aussi profondes que le bonheur, l'amour ou la générosité. Face à une avalanche de faux-semblants, il faut aider les citoyens et les citoyennes à découvrir leur condition d'êtres humains dont le destin (ou la vocation) ne peut se borner au désir de possession.

Vivre humainement, c'est avant tout être conscient de son être essentiel, être attentif à ses potentialités de développement et de réalisation, en créativité et en responsabilité, devant soi-même et face aux autres. Vivre humainement, c'est ne pas se laisser asphyxier par les choses matérielles et savoir maîtriser ses besoins' en toute liberté. Vivre humainement, c'est valoriser la dignité humaine, la sienne et celle de chaque être humain, quelle que soit sa condition ou situation dans la vie. Vivre humainement, c'est

être ouvert au transcendant et le rendre présent dans sa vie.

Être solidaire et vivre cette solidarité

La mondialisation de l'économie, d'une part, et l'information, d'autre part, élargissent les frontières de la conscience individuelle vis-à-vis de l'autre, de sa situation et de ses problèmes. Le poème de Sophia de Mello Breyner est plus que jamais d'actualité : « Nous avons vu, nous avons écouté, nous avons lu, nous ne pouvons ignorer... » et le texte de poursuivre par la litanie des grands problèmes de notre temps.

La société civile s'organise afin de pouvoir faire face aux défis posés à la solidarité. Le volontariat est une réalité bien connue et fort appréciée dans nos sociétés. On pourrait évoquer, ici, des exemples magnifiques de solidarité humaine en temps de catastrophes, de guerre ou, simplement, pour faire face aux maladies sociales de notre temps : la pauvreté et l'exclusion, le sida, la toxico-dépendance, les enfants de la rue, les personnes âgées en détresse, etc.

Pourtant, il nous manque une culture de la solidarité qui dépasse les programmes et les actions de bienfaisance en reconnaissant que, vraiment, chacun et chacune d'entre nous appartient à un tout plus vaste, un corps social dont la santé se répercute en chaque membre. Intérioriser la solidarité, en tant que composante essentielle de la vie qui se répercute dans les actions et les comportements personnels, est un passeport fondamental en vue d'un développement harmonieux et soutenable.

À l'individualisme régnant, il faut substituer une culture de la solidarité axée sur la conviction profonde que, tous, nous formons un même corps, une culture solidaire qui inspire et détermine nos attitudes et comportements courants, dans la vie familiale comme dans notre milieu de travail, nos rapports à la ville, à l'État ou à la communauté internationale. Aujourd'hui, il est indispensable de consolider la société civile, mais ceci ne se fera pas sans un changement profond de mentalité, une nouvelle culture, plus solidaire, moins égoïste et moins hédoniste.

Égalité de genre et partenariat entre hommes et femmes

Le siècle qui est en train de s'achever a vu naître l'acquis du droit à l'égalité de genre et le principe d'un partenariat actif entre hommes et femmes dans la construction de la vie collective, dans toutes ses dimensions.

Le siècle qui vient doit faire face aux défis de la concrétisation de ce principe et de ce droit. Les gouvernements se sont engagés, à la dernière Conférence mondiale des Nations unies sur l'égalité de genre (1995), à mettre en pratique une stratégie de *mainstreaming* de l'égalité de genre, c'est-à-dire à concevoir, réaliser et évaluer toutes les politiques courantes selon des critères d'égalité de genre. On connaît déjà les premiers fruits de cette orientation, mais un long chemin doit être parcouru avant que, en toute vérité, nous puissions parler d'une égalité effective. Or, vivre humainement dans un capitalisme généralisé exige un partage plus équilibré des attributs propres à chaque genre ce qui présuppose un partage plus équitable du pouvoir entre hommes et femmes et une réorganisation de la vie collective qui soit respectueuse des conditions d'épanouissement de chaque personne.

Des changements de structure : deux exemples

Changer le cadre institutionnel des entreprises

Il me semble que, jusqu'à maintenant, les critiques adressées au capitalisme mondialisé portent surtout sur ses conséquences quant aux conditions de vie des populations, et aux difficultés de celles-ci à surmonter des obstacles sérieux à leur développement. En général, au travers de ces critiques, on demande aux gouvernements et aux institutions internationales des interventions plus vigoureuses et efficaces en vue de l'éradication de la pauvreté, du combat contre la concentration de la richesse et des revenus, en vue d'une répartition plus équitable des gains et des pertes, de la sauvegarde de l'équilibre écologique. À mon avis, il faut aussi entamer, le plus tôt possible, un processus de réflexion et de lutte politique en vue de la création d'un nouveau cadre institutionnel de l'entreprise.

Jusqu'à présent, cette dernière est considérée avant tout comme un capital dont la propriété est assurée par un cadre juridique et institutionnel précis. Les décisions au sein de l'entreprise, c'est-à-dire la vie quotidienne de ses salariés et son projet d'avenir, sont prises par des agents nommés par les propriétaires du capital ou leurs représentants et qui doivent répondre, exclusivement, devant eux. Pour être brève : les chefs d'entreprise jouent d'un pouvoir dictatorial exercé au nom du capital, qui se traduit par : des employés mis au chômage du jour au lendemain, des populations vivant dans la dépendance d'une certaine branche ou activité, objet de restructuration et déplacement, des cadres scientifiques et techniques mis à l'écart autour de cinquante ans sans autre forme de procès...

Il y a quelques décennies à peine, ce pouvoir du capital était compensé par la force de l'organisation syndicale et par le pouvoir de régulation exercé par les gouvernements des États nationaux. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Ni les syndicats ni les gouvernements ne sont suffisamment puissants pour faire face au pouvoir des grandes entreprises, notamment aux entreprises transnationales (ETN).

Il faut avoir la lucidité de constater que les sociétés modernes ont accordé aux grandes entreprises trop de pouvoir. Peu à peu — l'heure en est venue — les grandes entreprises se sont appropriées de la citoyenneté en tant que pouvoir de prise de décision sur la vie en communauté. Leurs décisions, plus que celles d'autres agents publics ou privés, orientent le destin des collectivités. Les entreprises ont usurpé le pouvoir de décision des citoyens des États modernes du capitalisme généralisé, en ravalant les individus, femmes et hommes, à la catégorie de consommateurs ou de ressources humaines.

Regardons sans préjugé la situation telle qu'elle se présente. Qu'est-ce que nous constatons ? Les entreprises façonnent nos sociétés et notre mode de vie en imposant leurs lois de répartition du travail, répartition du revenu, durée du travail, technologie, etc. Elles façonnent nos pensées, nos désirs et notre langage, grâce à la publicité par laquelle elles imposent leurs produits. Elles fabriquent les héros qui inspirent et guident notre jeunesse dans son processus d'identité...

On ne peut ignorer la puissance qui, à présent, est détenue par les ETN. Un rapport sur l'économie mondiale montrait que, parmi les plus grandes économies du monde, plus de la moitié (51 %) appartenait à des entreprises transnationales et seulement 49 % étaient des économies nationales. Aux États-Unis, les 1 000 plus grandes entreprises détiennent 75 % des télévisions privées et 50 % de la télévision publique. Cela équivaut à dire que lesdites entreprises déterminent le contenu de la programmation des chaînes américaines en fonction de leurs intérêts et influent sur celui des autres télévisions du monde. Les exemples de tendance hégémonique des ETN sont nombreux.

Pour être brève, j'ose dire que nos sociétés ont été, jusqu'à présent, trop tolérantes avec cette escalade de prise de pouvoir par le capital. Il faut absolument avoir la volonté de changer cette situation. Les citoyens doivent reprendre en main leurs pouvoirs de citoyens, ce qui impose un changement radical de la figure institutionnelle de l'entreprise.

Étant donné leur ampleur, les décisions à prendre par cette dernière ne peuvent rester exclusivement aux mains du capital en tant que pouvoir absolu. Les employés, les citoyens et les gouvernements doivent être présents au plus haut niveau des administrations. Cela peut paraître un objectif trop ambitieux étant donné la situation complexe. Cependant, les contradictions et les tensions à l'intérieur du système dans son ensemble montrent que l'heure du changement de paradigme ne peut trop tarder.

En son temps, le pouvoir absolu du roi se présentait aussi comme une réalité intangible et même de droit divin et pourtant, quand l'heure fut venue, l'histoire a ouvert la brèche qui a conduit à la société démocratique de la modernité. Pourquoi, donc, ne pas mettre en cause le pouvoir excessif détenu par les propriétaires du capital ?

Oser des « niches » d'une rationalité économique au service de l'humain

Les sociétés ne progressent pas de manière linéaire et continue. Au contraire, les changements prennent place à différents endroits et sous de multiples formes, par l'initiative d'agents individuels ou collectifs dont la perception du besoin de changement est devenue plus aiguë. À présent, on assiste à l'émergence de telles initiatives dans le domaine de l'organisation de la vie privée, individuelle et familiale, ainsi que dans le

domaine des entreprises.

Parmi les différentes expériences innovatrices, je voudrais signaler ce qui se passe au niveau du changement de visage de l'entreprise. L'économie sociale, qui s'adresse à la satisfaction des besoins, moyennant l'organisation et la mise en valeur des ressources humaines disponibles, couvre, aujourd'hui, un certain nombre de domaines par nature moins exposés à la concurrence internationale. C'est le cas des services personnalisés, des actions de protection de l'environnement, des initiatives de valorisation du patrimoine historique et culturel, ou de la promotion des loisirs destinés à des groupes spécifiques hors de l'économie marchande.

En général, ces entreprises d'économie sociale remplissent un double objectif : satisfaire des besoins non couverts par le marché ; employer des ressources humaines excédentaires par rapport à l'économie marchande. Ces entreprises d'économie sociale, si elles fonctionnent d'après des critères éthiques de respect de la personne, de solidarité, de sauvegarde de l'équilibre écologique, peuvent contribuer, indirectement, à améliorer les règles du jeu des autres entreprises.

Dans le même sens, on peut mentionner les expériences de l'économie de communion, un modèle conçu par le Mouvement des Focolari, et qui sont déjà implantées dans quelques pays, notamment au Brésil, en Argentine, en Italie, en Suisse, au Portugal. Ce modèle pratique un partage de l'excédent de l'entreprise en trois parties : la formation du personnel, l'innovation technologique et un fonds de solidarité destiné à promouvoir la création de nouvelles entreprises au bénéfice des plus démunis.

Les codes de conduite éthique adoptés par un certain nombre d'entreprises comptent aussi parmi les initiatives innovatrices qui se proposent de donner un visage plus humain au capitalisme généralisé.

Il ne faut pas se faire illusion. Tous ces efforts ne sont qu'une toute petite goutte d'eau dans le grand océan du tissu entrepreneurial du capitalisme généralisé, mais ils sont, certainement, des points de repère porteurs d'avenir.

Foi chrétienne et engagement à vivre humainement dans un capitalisme généralisé

La foi chrétienne amène nécessairement à une praxis humaine. Celle-ci apporte du sens (signification et orientation) à la vie de chaque croyant et, indirectement, a des impacts sur l'organisation de la société.

Les chrétiens se savent porteurs d'une espérance de justice, de liberté, de fraternité et de paix selon le dessein de Dieu pour l'humanité. Mais ils ne sont pas à l'abri des idées et des angoisses de leur temps ; ils expérimentent le même malaise qui traverse la culture contemporaine. Ils partagent les différentes analyses critiques et ils se laissent influencer par les différents courants idéologiques et politiques qui se proposent de faire face aux défis de cette fin de siècle.

Cela dit, je pense qu'on ne peut demander aux chrétiens une pensée unique ou un engagement socio-politique identique. Cependant, il y a un certain nombre de traits communs qui devraient identifier la position des chrétiens face au capitalisme généralisé.

Tout ce que nous avons mentionné comme dimension d'une vie humanisée doit aussi passer à la praxis chrétienne ; la priorité à l'être humain et à l'être en profondeur, la solidarité, la responsabilité envers le tout, l'égalité de genre et le partenariat sont, évidemment, des axes fondamentaux d'une vie humanisée.

Mais il faut espérer plus d'une vie chrétienne éclairée. Les Églises ont toujours été du côté des plus pauvres, pour leur prêter secours, selon la pratique des oeuvres de miséricorde. Cependant, aujourd'hui, la pauvreté et l'exclusion sociale sont des réalités bien plus complexes à cause de leur caractéristique systémique. Une foi éclairée doit amener les Églises à se rendre compte des mécanismes de l'injustice qui sont à l'œuvre au sein du système lui-même. Elle doit oser les dénoncer et profiter du poids de son ministère d'influence pour dépasser ou, du moins, faire reculer ses mécanismes d'injustice.

Les Églises, en leur dimension de communauté humaine, doivent aussi être attentives aux pratiques innovatrices dans différents domaines, notamment en ce qui concerne le

travail, l'organisation des ressources humaines, le partage des coûts et des bénéfices, la hiérarchisation du progrès techno-scientifique et économique en fonction des besoins humains, la pratique de la solidarité sans frontières...

Pour finir, il faut rappeler que les Églises sont appelées à se placer toujours du côté des plus faibles, regarder le monde et ses enjeux au travers de leurs yeux, écouter leur clameur et plaider leur cause en vue d'un monde plus juste et fraternel.

Débat

Question : Le tableau sombre que vous dressez de la mondialisation n'est-il pas excessivement pessimiste ? Le capitalisme mondialisé n'a-t-il pas des effets positifs, notamment celui d'avoir donné à certains l'accès à des richesses dont ils étaient jusque-là privés ? À l'inverse, n'a-t-on pas jeté un peu hâtivement aux orties des expériences de socialisme du type de celui pratiqué en Union soviétique ?

Manuela Silva : Dans nos sociétés commence à se faire jour une certaine capacité d'indignation qui agit comme une force motrice de l'agir chrétien ; il faut la développer.

Suis-je abusivement pessimiste dans le portrait sombre que je dresse du capitalisme mondialisé ? Nous autres ici présents appartenons à une zone économique privilégiée ; par conséquent, notre point de vue et nos partis pris sont tributaires d'une certaine vision du monde et de son avenir possible. Il eût été certainement intéressant de convier à cette table des économistes, des analystes des pays du Sud, et je pense que leurs conclusions auraient été encore plus sombres que les miennes. Si même, sans sortir de nos frontières, nous avons invité à ces Semaines sociales des « exclus », pourquoi pas un clochard ou un cadre scientifique de cinquante ans congédié et au chômage de longue durée, je pense qu'ils n'auraient pas ajouté plus de couleur que moi au tableau !

Cela dit, je ne nie pas les acquis de la mondialisation et je ne prône nullement le retour en arrière. Ma seule ambition est de faire progresser les communautés humaines selon les possibilités qui leur sont données par la science, la technologie, les moyens de communication, l'information, etc. Mais, que tous ces atouts soient progressivement mis au service de la personne et non pas qu'ils contribuent à son aliénation ou à son asservissement, qu'il soient mis au service du développement économique, mais que ce développement ne se fasse pas au détriment de l'équilibre écologique. Je crois qu'une telle voie est possible et qu'elle doit être construite à l'aide de nos moyens techniques mais aussi humains, et je veux rendre hommage ici à certaines organisations non gouvernementales, mais aussi à certaines instances internationales pour que soit élaboré un nouveau contrat social. Mais ces efforts demeureront vains si une conscience collective plus aiguë des problèmes de ce monde ne se développe pas sous nos latitudes. Cette conscience collective porte ses racines dans notre vie quotidienne, dans notre façon de penser, dans nos intérêts, dans nos options.

Pour répondre au deuxième membre de la question, à savoir s'il convenait d'enterrer aussi vite le socialisme, je répondrais que le thème de réflexion qui m'a été soumis portait comme intitulé : « Vivre humainement dans un *capitalisme* généralisé ».

Question : Les gouvernements ne sont-ils pas impuissants à combler les fossés sociaux qui se creusent actuellement, dans la situation de crise du politique qu'ils connaissent aujourd'hui ?

Manuela Silva : Dans une certaine mesure, oui, car les gouvernements peuvent avoir un projet politique de développement, une volonté politique de mettre en place des mesures sociales, mais ils sont coincés par un certain nombre de contraintes qui leur sont imposées par les grandes entreprises transnationales, grâce aux cadres juridiques et institutionnels que ces entreprises détiennent dans le système. Un autre facteur d'impuissance des gouvernements est que le sort de ces derniers est suspendu aux urnes ; or, les mesures en faveur des exclus ne rapportent pas beaucoup en termes de voix, car les exclus représentent encore un pourcentage relativement faible des électeurs.

Mais ce problème entraîne une question qui me semble fondamentale, c'est celle de la viabilité de la démocratie. L'exclusion sociale, si elle continue sa progression, si elle risque d'avoir des conséquences profondes au niveau de la criminalité, de la

xénophobie... entraînera des déséquilibres qui mineront les bases de la démocratie, qui est entendue comme un système de participation ouvert à toutes et à tous. Jusqu'où serons-nous capables de défendre les principes de la démocratie, quand les circonstances de la vie quotidienne les remettront en cause ? C'est ce que j'appelle « les brèches de l'histoire ». Je ne suis pas prophète, mais l'on peut pressentir qu'il se crée actuellement des tensions dans nos sociétés qui, à terme, risquent de devenir des ruptures.

Question : De nombreuses questions manifestent la crainte qu'inspirent les multinationales à travers le rôle grandissant de certaines d'entre elles, comme Microsoft, ou à travers les actions subversives visant à défendre leurs intérêts. L'ombre de grosses sociétés transnationales ne se profilerait-elle pas dans le coup d'État au Chili ? etc.

Manuela Silva : La société civile manque d'une organisation qui puisse représenter quelques-uns de ses intérêts vis-à-vis de ce capitalisme internationalisé. Les grandes organisations syndicales ont joué un rôle fondamental au début de l'industrialisation, mais même les dirigeants syndicaux les plus convaincus ont conscience, dans la conjoncture actuelle, des limites de leur action. Leur ennemi n'a plus un visage bien déterminé ; il se déguise de plusieurs façons. En outre, les syndicats, par leur vocation propre, s'occupent surtout de ceux qui sont dans le système, dans la vie active. Mais il y a tout un cortège d'autres victimes qui pâtissent de ce système sans en récolter le moindre bénéfice puisqu'ils n'en font pas partie, et n'en feront peut-être jamais partie car ils ne répondent pas aux exigences d'une compétitivité agressive.

Les organisations syndicales, quoique très importantes, ne sont pas à même aujourd'hui d'interpréter les intérêts de la citoyenneté en tant que telle. Il faut donc trouver d'autres partenaires sociaux. Je crois, à cet égard, que les associations de consommateurs ont un rôle très important à tenir dans nos sociétés de la modernité. Mais leur rôle est aussi limité à un champ bien précis.

La société civile se doit donc de constituer des corps sociaux, capables de se poser en interlocuteurs de poids face aux dirigeants des grandes entreprises transnationales. Cela peut se faire sur une base idéologique par l'organisation de manifestations spectaculaires ; l'actualité nous en offre un exemple avec l'action menée par José Bové et des agriculteurs français qui sont intervenus aux Etats-Unis lors des négociations de l'Organisation mondiale du commerce, au siège même de l'OMC. Mais, en général, ces manifestations sont ponctuelles et ne peuvent s'imposer réellement comme un contre-pouvoir dans le processus de changement que nous appelons de nos vœux.

Ce changement ne pourra intervenir qu'avec l'avènement — ou le retour — d'une véritable conscience citoyenne. Prenons l'exemple de la Bourse. Le capitalisme a su créer une telle charge symbolique autour des placements et des actions, que nous sommes heureux quand les indices sont à la hausse, et malheureux quand ils sont à la baisse, et ce, à la limite, que nous soyons possesseurs de titres ou non !... Ce genre de réaction émotive souligne la nécessité d'une profonde révision de notre système d'éducation à la citoyenneté, pas seulement au niveau de l'éducation civique dans les écoles, bien que cela soit très important, mais au niveau de chaque individu en pleine possession de ses droits de cité, afin que les populations puissent comprendre les mécanismes qui, dans un certain sens, régissent leur vie. Nos gouvernements démocratiques doivent œuvrer en faveur d'une citoyenneté plus responsable, plus participative, et plus intelligente. La mondialisation de l'économie a fait des bonds de géant, mais celle des responsabilités stagne.

Nous ici, qui sommes majoritairement de la génération qui a connu la guerre et la croissance économique des années qui la suivirent, avons été éduqués d'une manière individualiste, dans le sens que l'on nous a inculqué le sens de la responsabilité *personnelle*. Mais, étant donné la nouvelle donne de notre société, il est temps d'incorporer à notre éthique personnelle cette dimension de solidarité, qui n'est pas seulement un mouvement vers les autres, mais qui revient à associer les intérêts des autres aux nôtres.

Je terminerai en soulignant les efforts louables menés au niveau international et communautaire pour amener les pouvoirs publics à construire les bases d'une nouvelle éthique sous la forme de nouveaux contrats, dans le domaine social, écologique, culturel, etc.

François Villeroy : Je voudrais ajouter encore une note d'optimisme à celles dont vous avez émaillé vos réponses aux questions sur le capitalisme mondialisé. Le premier pays du Sud, de très loin, c'est la Chine. Cet immense pays, il y a seulement une génération, était quantité négligeable à l'échelle de l'économie mondiale. Aujourd'hui, il représente près de la moitié de l'économie américaine ou européenne, ces deux dernières étant à peu près équivalentes. Si elle continue sur ce rythme de croissance, dans une génération, la Chine représentera un poids économique supérieur à celui des États-Unis et de l'Europe réunis. Ceci pour dire que la mondialisation peut aussi avoir des effets positifs pour combler le fameux « fossé Nord-Sud ».